



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'OISE

Arrêté mettant en demeure la société IMPRIMERIE DE COMPIEGNE de respecter les dispositions du chapitre 2.12 de l'arrêté préfectoral du 2 juin 2010 pour son établissement de Compiègne

Le Préfet de l'Oise
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5;

Vu l'arrêté préfectoral du 2 juin 2010 délivré à la société IMPRIMERIE DE COMPIEGNE à Compiègne pour l'exploitation d'installations d'impression de périodiques et d'articles divers sur le territoire de la commune de Compiègne ;

Vu le chapitre 2.12 de l'arrêté préfectoral du 2 juin 2010 susvisé qui dispose : « Une vérification de l'ensemble des installations électriques est effectuée au minimum une fois par an par un organisme agréé [...] » ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courrier du 29 avril 2014 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que lors de la visite du 19 mars 2014, l'inspecteur de l'environnement a constaté que l'ensemble des installations électriques n'ont pas été vérifiées au cours de l'année 2013 ;

Considérant que ce constat constitue un manquement aux dispositions du chapitre 2.12 de l'arrêté préfectoral susvisé ;

Considérant que l'absence de vérification de l'ensemble des installations électriques est susceptible d'accroître les risques d'incendie au sein de l'établissement de Compiègne de la société IMPRIMERIE DE COMPIEGNE ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société IMPRIMERIE DE COMPIEGNE de respecter les prescriptions du chapitre 2.12 de l'arrêté préfectoral susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le directeur départemental des territoires de l'Oise ;

ARRETE

Article 1 – Dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, la société IMPRIMERIE DE COMPIEGNE, exploitant une installation d'impression de périodiques et d'articles divers, sise au 2 avenue de Berthelot, BP 60524 à Compiègne (60200), est mise en demeure de respecter les dispositions du chapitre 2.12 de l'arrêté préfectoral du 2 juin 2010 susvisé, en effectuant par l'intermédiaire d'un organisme agréé une vérification de l'ensemble de ses installations électriques.

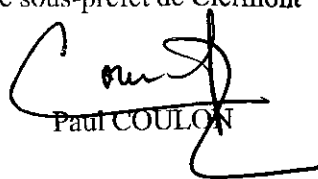
Article 2 - Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 - Conformément aux articles L.171-11 et L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif d'Amiens, dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication de cette décision.

Article 4 - Le présent arrêté sera notifié à la société IMPRIMERIE DE COMPIEGNE et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Oise.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le sous-préfet de Compiègne, le Sénateur-maire de Compiègne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Picardie, le directeur départemental des Territoires et l'inspecteur de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Beauvais le **21 JUIL. 2014**
 Pour le préfet
LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL *absent*
 Le sous-préfet de Clermont

 Paul COULON

Destinataires :

Société IMPRIMERIE DE COMPIEGNE

M. le Sous Préfet de Compiègne

M. le Sénateur-Maire de Compiègne

M. le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement

M. le Chef de l'unité territoriale de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement

M. le Directeur départemental des Territoires- SAUE

M. le Directeur départemental des services d'incendie et de secours.